

La division antitrust du ministère américain de la justice (DoJ) et la Federal Trade Commission (FTC) ont annoncé le 18 janvier vouloir refondre totalement la réglementation sur les fusions illégales, notamment dans le secteur technologique.

Bien que l'annonce couvre tous les marchés, elle remet spécifiquement en question la manière dont les régulateurs devraient examiner les fusions sur les marchés numériques, établissant potentiellement de nouvelles normes juridiques concernant l'agrégation des données, l'interopérabilité et les rachats pouvant affecter la concurrence.

"La révolution numérique a non seulement eu un impact sur les marchés de la technologie, mais aussi sur les marchés de notre économie, dont beaucoup ont été reconstruits de l'intérieur", a déclaré Jonathan Kanter, cité par The Verge. Elles sollicitent donc les commentaires du public durant deux mois sur "les moyens de moderniser les lignes directrices fédérales sur les fusions afin de mieux détecter et prévenir les accords anticoncurrentiels sur les marchés modernes". Macron dévoile son programme numérique.

Peine maximale requise contre Deliveroo à son procès pour travail dissimulé YZR lève 10 millions d'euros pour exporter son outil de normalisation des données Xiaomi va ouvrir un deuxième centre de R&D en France, à Rennes Vos RDV à ne pas manquer

Se mettre concrètement en conformité

Paris crise sanitaire, les hackers sont sans répit. Comment les nouvelles mobilités vont façonner la ville du futur. Pour être sûre, la ville du futur aura besoin d'infrastructures résilientes et "future proof" En images L'Electro Voxel, un robot modulaire qui peut changer de forme dans l'espace Elroy Une explosion des fusions

Le constat est assez alarmant : entre 2020 et 2021, les dépôts de demandes de fusion ont doublé tout secteur confondu aux Etats-Unis. Une législation attendue

Ce n'est absolument pas étonnant que le DoJ et la FTC s'attaquent aux grandes entreprises technologiques par la voie de leurs nombreux rachats. "Notre pays dépend de la concurrence pour stimuler le progrès, l'innovation et la prospérité", a déclaré Jonathan Kanter, le procureur général